

# CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION: AVEC QUI?...

*Le texte suivant date de mai 2015. La préoccupation de son auteur était que le mouvement libertaire a un discours inadapté à la période d'aujourd'hui, et surtout qu'il est totalement inadapté aux catégories moyennes, qui constituent la majorité de la population. Ce texte prend une signification toute particulière aujourd'hui.*

## CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION: AVEC QUI?

Je pense depuis longtemps que le mouvement révolutionnaire d'une façon générale pêché par une absence d'analyse sur les couches moyennes de la population. La difficulté de définir la classe moyenne vient simplement de ce que ce n'est pas une classe, et que c'est un faux problème. Cependant, cela ne prouve pas que ce quelque chose qui correspond à l'expression «classe moyenne» n'existe pas.

Le terme «classe moyenne» ne me semble pas du tout adéquat. On a affaire à des couches sociales hétéroclites, dont une bonne partie ont des revenus modestes voire très modestes, parfois même moins élevés que ceux de certains ouvriers. De nombreux artisans, petits commerçants peinent à dégager un salaire. Sans parler des paysans. Ce n'est pas une question de salaire mais de statut social: mais expliquer à ces gens que ce sont des «prolétaires» ne mènerait à rien.

Les gens appartenant à ces couches moyennes ont une hantise: tomber dans le prolétariat. L'une des raisons pour lesquelles les petits bourgeois, les petits propriétaires, les petits paysans sont si férolement attachés à leur propriété est précisément cette crainte de sombrer dans la classe ouvrière, dans la pauvreté. C'est une chose que Proudhon avait parfaitement comprise. Inversement, quiconque connaît la classe ouvrière sait très bien que le prolo moyen n'a qu'une envie pour ses enfants: qu'ils ne deviennent pas ouvriers. Sauf dans un cas: ce que j'appelle les «ouvriers à statut» c'est-à-dire les ouvriers très organisés syndicalement, ayant négocié des conventions collectives en béton. Les dockers, les ouvriers de la presse, qui gagnent 4 fois le salaire minimum ou plus, ne voient pas d'inconvénient à ce que leurs enfants suivent les traces de leur père. C'était en tout cas ainsi lorsque j'étais encore actif. Le béton est peut-être devenu friable... On voit d'ailleurs dans ces catégories de vraies dynasties d'ouvriers. On est souvent docker, rotativiste ou typographe de père en fils. Les patrons transmettent leur usine à leurs enfants, les dockers et les ouvriers de presse transmettent (transmettaient, serait plus exact) leur métier.

Cette absence d'analyse sur les «couches moyennes» est à mon avis une des causes de la faiblesse du mouvement libertaire. Ma compagne et moi avions fait sur *Radio libertaire* une émission sur «La femme de 40 ans». (Si, si...) C'était en fait une réplique à une émission scandaleuse parue à la télé sur ce même thème où on voyait des femmes de la bourgeoisie et des intellectuelles raconter leur vie. La seule «prolétaine» interviewée était une caricature, une pauvre femme qu'ils sont allés chercher dans les corons du Nord, inculte, abrutie par l'alcool et à peine capable de s'exprimer.

Parmi nos invitées sur RL il y avait une femme de commerçant qui nous a raconté sa vie et nous a fait plonger dans l'horreur. Nous avons découvert que les épouses de commerçants et d'artisans travaillaient avec (et pour) leurs maris sans salaire, sans droit à la retraite, qu'elles étaient totalement dépendantes de leurs mecs et qu'elles n'avaient aucun droit (depuis, les choses ont un peu changé). Dans les interstices de la bourgeoisie, il y a des situations affreuses auxquelles le mouvement libertaire pourrait très bien s'intéresser.

Ce désintérêt est d'autant plus curieux que la composition sociale du mouvement libertaire est étonnamment identique à celle de la société dans son ensemble (d'après deux enquêtes que j'ai lues, mais je n'arrive pas à remettre la main dessus.).

Dans l'ensemble, nous ne sommes plus dans une configuration où une écrasante majorité de prolétaires familiques se trouve face à une minorité de privilégiés protégés par l'État. La minorité de privilégiés est certes toujours protégée par l'État. Par ailleurs, il y a beaucoup de misère, mais nous ne sommes plus au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle tel que le décrit Proudhon dans son *Système des contradictions économiques*:

«Ce sont des scènes auxquelles l'imagination refuse de croire, malgré les certificats et les procès-verbaux. Des époux tout nus, cachés au fond d'une alcôve dégarnie, avec leurs enfants nus; (...) des cadavres gardés huit jours sans sépulture, parce qu'il ne reste du défunt ni linceul pour l'ensevelir, ni de quoi payer la bière et le croque-mort (...); des familles entassées sur des égouts, vivant de chambrée avec les porcs, et saisies toutes vives par la pourriture, ou habitant dans des trous, comme les albinos; des octogénaires couchés nus sur des planches nues; (...) et ce peuple, qui expie les crimes de ses maîtres, ne se révolte pas!».

Je ne pense pas qu'il n'y a que deux classes. C'est la vision simpliste des cours élémentaires de formation marxiste, une vision qui ne correspond même pas à la pensée réelle de Marx, un peu plus complexe que ça tout de même. Dans *le Capital*, Marx part de l'hypothèse qu'il y a deux classes, mais c'est une hypothèse qui sert pour sa démonstration. C'est comme quand Rousseau parle de «*contrat social*»: personne ne s'est jamais réuni autour d'une table pour signer un contrat social: c'est une hypothèse de travail. Dans les ouvrages historiques de Marx, il n'y a jamais seulement deux classes.

Proudhon, de même, a écrit un livre intitulé: *La Capacité politique des classes ouvrières*.

On peut aborder cette question des couches moyennes de plusieurs manières.

Celle de la CGT-SR me semble un bon départ, lorsqu'elle définit le proléttaire comme:

« ...l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs  
- qu'il travaille ou non avec sa famille  
- l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe: le prolétariat».

Cette définition situait à l'époque à peu près 80% de la population dans la catégorie «*proléttaire*».

Le problème est une question de représentation, c'est-à-dire l'image que les gens se font de leur rôle et de leur place dans la société. Il n'est pas certain que le petit artisan, le contremaître, le savant, le cadre soient prêts à se considérer comme des «*prolétaires*», même s'ils ne vivent que du produit de leur travail. Ce serait donc maladroit de s'adresser à eux en leur disant que ce sont des «*prolétaires*», même si, objectivement, ils ont autant intérêt que les «*ouvriers*» à transformer la société.

Il y a donc un discours à découvrir pour s'adresser à eux. Notons que la CGT-SR ne confondait pas le proléttaire et l'ouvrier. Il est évident que la société a évolué depuis 1930, et qu'aujourd'hui les choses sont sans doute plus complexes, mais la base de travail me semble bonne.

Ensuite il y a un constat à faire concernant la structure socioprofessionnelle de la population aujourd'hui.

En France les ouvriers toutes catégories confondues ne représentaient en 2013 que 12,3% de la population active (dont 0,6% d'ouvriers agricoles) (Insee).

Si on veut réaliser le socialisme, fut-il libertaire, le soutien hypothétique de ces 12,3% de la population (on peut rêver) serait loin de fournir une base sociale suffisante sur laquelle s'appuyer, à moins d'envisager que les «*ouvriers*» exercent sur tout le reste de la population une dictature sanglante. Là, il faut arrêter de rêver.

Donc il faut convaincre une grande partie de toutes les autres catégories, du moins celles qui ne vivent que de leur salaire ou de leur travail.

Les «*artisans-commerçants-chefs d'entreprises*» représentent 3,3% de la population active, mais les artisans tout court seulement 1,6%, et parmi eux combien sont des petits patrons ayant des salariés?

Chez les «*cadres-professions intellectuelles supérieures*» (9,3%) 1,6% sont des professeurs.

Les «*ingénieurs-cadres-techniciens*» représentent 2,6%.

Le gros morceau ce sont ceux qu'on désigne maintenant sous le qualificatif de «*professions intermédiaires*» (13,5%) (les «*couches moyennes*»?), c'est-à-dire les instituts, les personnels de la santé (non médecins) et du social, les employés de la fonction publique et du commerce, les techniciens, les agents de maîtrise et... le clergé.

L'autre gros morceau, ce sont les employés (16%), parmi lesquels on compte 1,1% de policiers et de militaires.

Quant aux agriculteurs, ils représentent 1%, dont 0,4% de gros agriculteurs.

A cela il faut ajouter les retraités («*inactifs ayant déjà travaillé*»): 31,9% ; et les «*autres sans activité professionnelle*» (12,6%) parmi lesquels les «*élèves ou étudiants*» représentent 8,1% des actifs.

A la lumière de ces chiffres, demandons-nous:

- 1- A qui s'adresse (hypothétiquement) le discours de la FA;
- 2- Quelles sont les catégories sociales qui feront la révolution avec nous?
- 3- Et que se passera-t-il pour celles qui ne seront pas avec nous?

Ces trois questions me conduisent au constat qu'il est urgent pour nous de reconsidérer la notion même de «*révolution*».

En résumé, si on veut mener une activité révolutionnaire, faire de la propagande anarchiste, il ne faut pas se contenter d'essayer d'appliquer nos principes indépendamment des gens à qui on s'adresse, il faudrait peut-être examiner qui sont toutes ces personnes et trouver un discours qu'ils sont capables de comprendre - peut-être pas tous, mais une grande partie d'entre eux. Ce qui vaut pour notre activité concrète vaut aussi pour notre presse.

Bref, il faut faire une sorte de «*marketing révolutionnaire*».

On ne peut pas parler à ces couches intermédiaires comme parlait Bakounine aux ouvriers de 1870 quand ils travaillaient 14 heures par jour tous les jours de la semaine, emmenant au travail leurs enfants de 7 ans endormis sur leurs épaules. (Avant 7 ans les patrons ne les prenaient pas parce qu'ils auraient été contraints de leur accorder du temps libre pour aller au catéchisme... où on leur apprenait sans doute l'amour des patrons).

Autre chose à considérer dans une réflexion sur une «*stratégie*» libertaire: l'accès à la propriété. Un peu plus de la moitié des Français sont propriétaires de leur logement. L'écrasante majorité d'entre eux sont convaincus qu'on va les exproprier. Là encore, il y a un discours à tenir, afin d'expliquer qu'on s'en fout qu'ils soient propriétaires de leur pavillon ou de leur appartement, et qu'on n'a pas non plus envie de collectiviser leurs brosses à dents.

Je pense que le mouvement libertaire devrait réaliser la nécessité de prendre en compte les données sociologiques sur la population française pour élaborer une stratégie qui ne soit pas une triste copie de ce qu'il faisait il y a un siècle.

Il serait temps que le mouvement libertaire se demande si son caractère confidentiel n'est pas le résultat de son attachement à ces concepts dépassés et à son incapacité à avoir une vision innovante de l'activité révolutionnaire.

René BERTHIER  
mai 2015.

-----